

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
ZAC de Bourran
9 rue de Bruxelles
12000 Rodez

Rodez, le 16/05/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/04/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SARL ALBINE ENERGIE

213 Cours Victor Hugo
33130 Bègles

Références : 81-CRARC-2026-69
Code AIOT : 0006809972

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/04/2026 dans l'établissement SARL ALBINE ENERGIE implanté Lieu-dit Soulanes de Nore 81240 Albine. L'inspection a été annoncée le 20/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection fait suite à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 30 juin 2025 pris à l'encontre de la société ALBINE ENERGIES.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARL ALBINE ENERGIE
- Lieu-dit Soulanes de Nore 81240 Albine
- Code AIOT : 0006809972

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La SARL ALBINE ENERGIES exploite 3 éoliennes au lieu-dit "Soulanes de Nore" sur la commune d'Abine.

Les éoliennes sont de type GAMESA G87, d'une hauteur de mât de 78 m et d'une puissance unitaire de 2 MW.

Le parc a été mis en service en juin 2017 et est exploité par la société VALEMO.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Équipement sous pression

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Equipements sous pression	AP de Mise en Demeure du 30/06/2025, article 1	Levée de mise en demeure
2	Dispositions constructives	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7	Sans objet
3	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13	Sans objet
4	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20	Sans objet
5	Risques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection constate que les équipements sous pression (ESP) des 3 éoliennes du parc sont correctement suivis et contrôlés.

L'inspection propose à M. le Préfet d'abroger l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 30 juin 2025.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Equipements sous pression

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 30/06/2025, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Dossier d'exploitation
Prescription contrôlée : La SARL ALBINE ENERGIES, dont le siège social est situé 213 COURS VICTOR HUGO 33130 BEGLES et qui exploite un parc éolien de 3 aérogénérateurs sur la commune d'ALBINE, est mise en demeure de respecter les dispositions des articles suivants : <ul style="list-style-type: none"> • dans un délai de 6 mois : <ul style="list-style-type: none"> - article 6 de l'arrêté du 20 novembre 2017 relatif au suivi en service des équipements sous

pression et des récipients à pression simples : en réalisant des dossiers d'exploitation des équipements sous pression.
Constats : L'exploitant a transmis le registre de suivi des contrôles des équipements sous pression (ESP) pour les 3 éoliennes du parc. Ce registre présente une liste exhaustive des ESP présents dans chaque aérogénérateur : l'emplacement, la fonction, le type d'équipement, les volumes, la date de la dernière inspection, le nom de l'organisme de contrôle, la date de mise en service, le régime de surveillance, etc. Ces ESP sont contrôlés lors des maintenances préventives par SIEMENS Gamesa.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Dispositions constructives

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7
Thème(s) : Autre, Accès au site
Prescription contrôlée : Le site dispose en permanence d'une voie d'accès carrossable au moins pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Cet accès est entretenu. Les abords de l'installation placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté.
Constats : L'inspection constate que la voie d'accès menant aux éoliennes est carrossable et entretenue. Les abords des éoliennes et du poste de livraison sont également bien entretenus. L'exploitant a transmis les derniers justificatifs de l'entretien paysager réalisé par une société privée en juin 2025. Le prochain entretien est programmé en mai 2026.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13
Thème(s) : Autre, Accès aux aérogénérateurs
Prescription contrôlée : Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.
Constats : Les accès à l'intérieur des éoliennes ainsi qu'au poste de livraison sont fermés à clef. Cependant, en raison d'une maintenance en cours le jour de la visite, l'inspection n'a pas pu

accéder à l'intérieur d'une des 3 éoliennes du parc.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets
Prescription contrôlée : L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.
Constats : Les déchets sont stockés dans un container spécifique, fermé à clé et équipé de dispositifs de rétention. L'analyse des BSDD (bordereaux de suivi des déchets dangereux) montre que ces derniers sont correctement renseignés et que les déchets dangereux transitent vers un site dûment autorisé à les prendre en charge. Contrairement à un précédente visite, l'inspection constate que le local est bien entretenu et sans infiltration d'eau.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des extincteurs
Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât.
Constats : L'inspection n'a pas pu accéder à l'intérieur des éoliennes en raison d'une maintenance en cours le jour de la visite. Cependant, l'exploitant a transmis le dernier rapport de visite du 11/09/2025 par Chronofeu pour les 3 éoliennes du parc (un extincteur en bas et un autre en nacelle) et le poste de livraison (2 extincteurs). Le rapport fait état d'une seule observation pour l'extincteur du bas de l'éolienne E1 qui a été levée.
Type de suites proposées : Sans suite